

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 1907.

Projet de loi sur la réorganisation de la police rurale.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Depuis longtemps l'opinion publique demande la réorganisation de la police rurale. Des vœux exprimés au sein des corps délibérants et des associations agricoles, des pétitions adressées par les particuliers aux Chambres et au Gouvernement, de nombreux articles de la presse quotidienne et de la presse spéciale se sont fait l'écho du sentiment général qui réclame, dans les campagnes, plus de sécurité pour les personnes et pour les biens.

En proposant aux Chambres l'adoption du présent projet de loi, le Gouvernement a l'espoir de donner à ces vœux toute la satisfaction qu'ils sont susceptibles de recevoir dans l'état actuel de notre organisation.

La question soulevait de nombreuses difficultés.

En effet, il fallait éviter de porter atteinte, en matière de police, aux prérogatives des administrations locales et, d'autre part, l'ensemble des organismes qui contribuent à la police rurale dépendant de plusieurs départements, il importait avant tout d'établir un accord entre les diverses administrations intéressées.

Un arrêté ministériel du 10 janvier 1902 chargea une commission administrative d'étudier dans leur ensemble les questions relatives à la réorganisation de la police rurale.

Le rapport de cette commission, daté du 20 février 1904, a été distribué aux membres de la Chambre ; il préconise des réformes d'ordre législatif et des réformes d'ordre administratif.

Plusieurs des mesures d'ordre administratif réclamées par la Commission ont été déjà prises : un manuel renseignant les éléments constitutifs des infractions a été mis à la disposition de la gendarmerie ; le nombre des brigades reliées au téléphone s'accroît chaque année ; le Département de la Guerre procède en ce moment à une étude d'ensemble de l'emplacement des diverses brigades.

Le Gouvernement s'est rallié aux modifications que la Commission propose

d'apporter au Code rural et à la loi communale. Les autres propositions ont été écartées, soit parce qu'elles feront l'objet de projets de loi spéciaux, soit parce qu'elles n'ont avec la police rurale que des rapports plus éloignés.

Le Gouvernement, comme la Commission, estime que, au lieu de bouleverser complètement nos institutions, il est préférable de les améliorer. Tout en laissant aux administrations communales, qui remplissent convenablement leur mission de police, la liberté d'action qui leur est assurée par les lois existantes, on a cherché une sanction qui garantisse l'exécution des lois de 1789-1790 contre la négligence et le mauvais vouloir des autorités locales.

Les nouvelles dispositions proposées sont résumées comme il suit dans le rapport de la Commission.

I. — Modifications proposées au Code rural.

Tout en maintenant le principe exigeant au moins un garde-champêtre dans chaque commune rurale, la Commission autorise les communes de moins de 500 habitants à s'entendre avec une commune limitrophe pour avoir en commun un garde champêtre et, d'autre part, elle donne pouvoir à la Députation permanente, en cas d'inaction du conseil communal, de créer les places supplémentaires de gardes champêtres exigées par les nécessités de la police.

L'attribution au bourgmestre du droit d'ajouter un troisième candidat à la liste présentée par le conseil communal, la faculté accordée au gouverneur de refuser les présentations, si, parmi les candidats présentés, il s'en trouve un ou plusieurs qui n'offrent pas de garanties suffisantes, contribueront à l'amélioration du recrutement de ces agents.

Pour leur assurer plus d'indépendance, la Commission propose de supprimer le droit de suspension ou de révocation du conseil communal et de confier le droit de suspension au bourgmestre, sous l'approbation du gouverneur, en réservant exclusivement à ce dernier le droit de révocation.

En outre, la suspension et la révocation de ces agents par les autorités administratives, à raison des fonctions judiciaires, ne pourraient être prononcées que sur la proposition du procureur général près la cour d'appel.

Pour diriger les conseils communaux dans le choix des candidats, il est indispensable de fixer un minimum de conditions auxquelles ceux-ci devront satisfaire. Le nouveau projet indique la limite d'âge, tout en laissant au Gouvernement la faculté de déterminer les autres conditions d'admission. Afin de ne conserver en fonction que des agents valides, il permet la mise à la retraite par le gouverneur des gardes hors d'état d'assurer convenablement leur service et la rend obligatoire lorsque l'intéressé atteint l'âge de 65 ans.

La constitution d'une pension d'invalidité et de vieillesse pour ces agents, rend possible l'application de ces dernières mesures.

La création de brigadiers champêtres en nombre fixé par le gouverneur, nommés et révoqués par lui, permettra de soumettre les gardes à une sur-

veillance active en même temps qu'elle augmentera d'une unité par brigade le nombre des agents chargés du service de la police.

L'institution préconisée par la Commission n'a rien de commun avec l'embrigadement que prévoit le Code actuel et dont les effets ont été quasi nuls; n'étant gardes champêtres d'aucune commune, les brigadiers auront à consacrer tout leur temps à la surveillance des hommes de leur brigade et à l'exercice de la police dans leurs districts.

Les conditions d'aptitude à un emploi de garde champêtre étant rendues plus sévères, il est juste d'assurer à ces agents une rémunération plus élevée.

L'expérience a démontré la nécessité de prévoir, dans la loi, pour les gardes et les brigadiers, un minimum de traitement en dessous duquel les conseils provinciaux, qui sont appelés à les fixer, ne puissent pas descendre et d'empêcher toute réduction de traitement pendant la durée des fonctions du titulaire. L'attribution d'un traitement convenable rend possible l'interdiction des métiers et des professions qui mettent le garde sous la dépendance des habitants de la commune. Dorénavant, le seul cumul permis sera celui des emplois ou fonctions conférés par l'autorité publique et ce, moyennant l'autorisation de la Députation permanente qui ne pourra être accordée que de l'avis conforme du procureur du roi.

La suppression de l'affirmation des procès-verbaux enlève au bourgmestre un moyen puissant de pression sur le garde champêtre au point de vue de son service judiciaire.

Sous le régime du Code rural, les particuliers peuvent commissionner des gardes champêtres pour la protection de leurs propriétés rurales.

Ne convenait-il pas d'accorder la même faculté pour la surveillance des propriétés non rurales? La Commission s'est prononcée pour l'affirmative et elle a donné ainsi satisfaction à des vœux souvent exprimés.

II. — *Modifications proposées à la loi communale.*

Les modifications proposées aux dispositions de la loi communale concernant les commissaires et les commissaires-adjoints de police sont inspirées par le même esprit qui a dicté les réformes introduites dans l'organisation des gardes champêtres. Elles ont pour objet : de subordonner à l'approbation du gouverneur le droit de suspension attribué aux conseils communaux, ce qui sera un remède à l'arbitraire; d'assurer un meilleur recrutement des commissaires de police, en substituant la députation permanente et le procureur général près la cour d'appel au conseil communal lorsque celui-ci reste en défaut de présenter la liste des candidats ou persiste, malgré l'avis du gouverneur, à présenter des candidats inacceptables; de permettre la création, par arrêté royal, d'une place de commissaire de police dans les communes de 5,000 habitants au moins; de marquer plus nettement la séparation qui existe entre la police administrative et la police judiciaire, en n'autorisant la suspension et la révocation des commissaires et des commissaires-adjoints de police à raison de leurs fonctions judiciaires que sur la proposition du procureur général près la cour d'appel.

La loi du 30 juillet 1903 a donné aux fonctions de commissaire-adjoint la stabilité qui leur manquait, en accordant à ces agents un recours contre les décisions portant réduction de leur traitement ou suppression de leur emploi si ces mesures apparaissent évidemment comme des révocations déguisées.

Le Gouvernement attend de l'application des dispositions du projet de loi ci-joint une amélioration très sérieuse de la situation actuelle; il émet le vœu de voir le Parlement s'en occuper à bref délai.

Le Ministre de l'Agriculture ad int.,

J. HELLEPUTTE.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. DE TROOZ.

Le Ministre de la Justice,

RENKIN.

Le Ministre de la Guerre,

J. HELLEBAUT.

PROJET DE LOI

sur la réorganisation de la police
rurale.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, de la Justice et de la Guerre.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Nos Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, de la Justice et de la Guerre.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 51, 53, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 81, 82 du Code rural sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 51. Il y a dans chaque commune rurale au moins un garde champêtre.

Toutefois, les communes dont la population, au dernier recensement décennal, est inférieure à 500 habitants peuvent être autorisées par le gouverneur, de l'avis conforme du procureur général près la Cour d'appel, à s'entendre avec une commune limitrophe pour avoir en commun un garde champêtre. L'autorisation sera valable pour cinq ans.

Si les besoins de la police exigent qu'il y ait dans une commune plusieurs gardes champêtres, il sera pourvu à la

ONTWERP VAN WET

betreffende de herinrichting van de
landelijke politie.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onze Ministers van Landbouw, van Binnenlandsche Zaken, van Justitie en van Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen Naam, door Onze Ministers van Landbouw, van Binnenlandsche Zaken, van Justitie en van Oorlog aan de Wetgevende Kamers in overweging gegeven worden.

ARTIKEL 1.

De artikelen 51, 53, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 81, 82 van het Landelijk Wetboek worden vervangen door de navolgende bepalingen :

Art. 51. — In elke landelijke gemeente is er ten minste één veldwachter.

Echter kunnen de gemeenten welke bevolking, bij de jongste tienjaarlijkse volkstelling, niet 500 inwoners bedraagt, door den gouverneur worden gemachtigd, op eensluidend advies van den procureur-generaal bij het Hof van beroep, zich met eene aanpalende gemeente te verstaan tot het aanstellen van één veldwachter in dienst van beide gemeenten. De machtiging is geldig voor vijf jaar.

Moeten er in eene gemeente, uit hoofde van de behoeften der politie, verscheidene veldwachters zijn, dan wordt, op verzoek

création des emplois nécessaires, sur l'invitation du gouverneur, par le conseil communal et, à défaut de celui-ci, par la députation permanente dont l'arrêté sera motivé.

Le conseil communal et le gouverneur de la province pourront recourir au Roi contre la décision de la députation permanente.

Art. 55. Nul ne peut être nommé garde champêtre s'il a moins de 25 ans ou plus de 40 ans.

Un arrêté royal pourra déterminer les autres conditions d'admission à l'emploi de garde champêtre.

Le gouverneur a le droit, le conseil communal et le bourgmestre entendus, de mettre à la retraite les gardes qui, par suite de maladies, de blessures ou d'infirmités, sont hors d'état d'assurer convenablement leur service.

La mise à la retraite est obligatoire pour les gardes âgés de 65 ans.

Toutefois, pendant une période de cinq ans à partir de la mise en vigueur de la présente loi, le gouverneur pourra, après avoir entendu le procureur du Roi, le conseil communal et le bourgmestre, autoriser les gardes nommés antérieurement à la présente loi à rester en fonctions après cet âge. L'autorisation ne sera valable que pour un an et ne pourra plus être accordée lorsque les gardes auront atteint 70 ans.

Art. 57. Les traitements, l'armement et l'équipement des gardes et des brigadiers champêtres sont à la charge des communes.

La dépense relative aux brigadiers champêtres est répartie par la députation permanente, entre les communes de la brigade, conformément à l'article 152 de la loi communale.

Les traitements attachés aux emplois de gardes champêtres et de brigadiers

van den gouverneur, tot de instelling van de vereischte bedieningen overgegaan door den gemeenteraad of, bij dezès ontstentenis, door de Bestendige Deputatie; het besluit van deze is met redenen omkleed.

De gemeenteraad en de gouverneur der provincie zijn bevoegd om bij den Koning in beroep te komen van het besluit der Bestendige Deputatie.

Art. 55. — Niemand kan veldwachter worden benoemd, indien hij minder dan 25 jaar en meer dan 40 jaar oud is.

Een koninklijk besluit kan de andere vereischten bepalen om tot de bediening van veldwachter te worden toegelaten.

De gouverneur heeft het recht, den gemeenteraad en den burgemeester gehoord, de veldwachters die, ten gevolge van ziekten, verwondingen of lichaamsgebreken, buiten staat zijn hunnen dienst behoorlijk waar te nemen, op pensioen te stellen.

Het op pensioen stellen van wachters boven de 65 jaar is verplicht.

Doch, gedurende een tijdsbestek van vijf jaar, te rekenen van het in werking treden van deze wet, kan de gouverneur, na den procureur des Konings, den gemeenteraad en den burgemeester te hebben gehoord, de veldwachters die vóór het bestaan van deze wet werden benoemd, machtigen om na dien ouderdom in dienst te blijven. De machtiging is enkel geldig voor één jaar en mag niet meer worden verleend wanneer de wachters den leeftijd van 70 jaar hebben bereikt.

Art. 57. — De jaarwedden, de bewapening en de uitrusting der veldwachters en brigadiers komen ten laste van de gemeenten.

De uitgave betreffende de veldbrigadiers wordt door de Bestendige Deputatie verdeeld onder de gemeenten der brigade, overeenkomstig artikel 152 der gemeentewet.

De jaarwedden der veldwachters en veldbrigadiers mogen niet worden ver-

champêtres ne peuvent être réduits aussi longtemps que les titulaires sont en fonctions.

Art. 58. Le conseil provincial détermine le minimum des traitements attachés à l'emploi de garde champêtre, sans pouvoir descendre en dessous de 500 francs; il détermine également les traitements attachés à l'emploi de brigadier, sans pouvoir les fixer à une somme inférieure à 1,000 francs.

Il règle l'équipement et l'habillement de ces agents.

Les règlements qui seront arrêtés en exécution du présent article seront soumis à l'approbation du Roi.

A défaut par le conseil provincial de se conformer aux prescriptions du paragraphe premier du présent article, il est pourvu par arrêté royal à la fixation du minimum des traitements et au règlement de l'équipement et de l'habillement des gardes champêtres et des brigadiers champêtres.

Art. 59. — L'armement des gardes champêtres et des brigadiers champêtres se compose d'un fusil avec baïonnette, d'un pistolet ou d'un revolver et d'un sabre, conformes aux modèles agréés par le ministre de l'intérieur.

Art. 60. — Les gardes champêtres et les brigadiers champêtres ne peuvent exercer par eux-mêmes ou par personnes interposées aucun emploi, profession, fonction ou commerce, à l'exception des emplois ou fonctions conférés par l'autorité publique et dans les cas seulement où ce cumul aura été autorisé par la Députation permanente de l'avis conforme du procureur du roi.

Cette autorisation pourra être révoquée dans les mêmes conditions.

Art. 61. — Dans les communes rurales, les établissements publics et les particuliers ont le droit d'avoir des gardes champêtres pour la conservation de leurs fruits et récoltes, des fruits et ré-

minderd zoolang de titularissen in dienst zijn.

Art. 58. — De provinciale raad bepaalt het minimum der jaarwedde voor de bediening van veldwachter; dit minimum mag niet minder dan 500 frank bedragen; hij bepaalt insgelijks de jaarwedden voor de bediening van brigadier, doch mag ze niet vaststellen op eene som die minder dan 1,000 frank bedraagt.

Hij regelt de uitrusting en de kleeding van die beambten.

De reglementen, vastgesteld ter uitvoering van dit artikel, worden onderworpen aan de goedkeuring des Konings.

Komt de provinciale raad de voorschriften van paragraaf 1 van dit artikel niet na, dan wordt het minimum van jaarwedde bepaald en de uitrusting alsmede de kleeding der veldwachters en veldbrigadiers bij Koninklijk besluit geregeld.

Art. 59. — De bewapening der veldwachters en veldbrigadiers bestaat uit een geweer met bajonet, een pistool of een revolver en een sabel, naar een model goedgekeurd door den Minister van Binnenlandsche Zaken.

Art. 60. — De veldwachters en de veldbrigadiers mogen, het zij zelf, het zij door bemiddeling van een tussenpersoon, geen andere bediening, geen bedrijf of handel uitoefenen, tenzij de bedieningen of ambten door de openbare overheid opgedragen, en enkel wanneer deze cumulatie door de Bestendige Deputatie werd toegelaten, op eensluidend advies van den procureur des konings.

Deze machtiging kan op dezelfde wijze worden ingetrokken.

Art. 61. — In de landelijke gemeenten hebben de openbare gestichten en de bijzondere personen het recht veldwachters te houden tot bescherming van hunne vrucht- en veldgewassen, van de vrucht-

coltes de leurs fermiers ou locataires, de leurs propriétés de toute espèce, ainsi que pour la surveillance de la chasse et de la pêche qui leur appartiennent.

Ces gardes sont assimilés aux gardes champêtres des communes pour la recherche et la constatation des infractions dans les limites du territoire confié à leur surveillance.

Leurs commettants sont tenus de les faire agréer par le gouverneur de la province, le procureur du roi entendu, et d'indiquer, dans l'acte de nomination, la nature et la situation des biens dont la surveillance leur est confiée.

Art. 63. — Ils ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir prêté, devant le juge de paix du canton de leur résidence, le serment prescrit aux gardes champêtres des communes.

Ils sont, de plus, tenus de faire enregistrer leur commission et l'acte de prestation de leur serment au greffe des justices de paix dans le ressort desquelles ils doivent exercer leurs fonctions.

Le gouverneur pourra retirer l'agrément des gardes champêtres particuliers; ils seront préalablement entendus.

Le commettant qui retirera la commission à un garde champêtre particulier sera tenu d'en informer immédiatement le gouverneur, par lettre recommandée. Le retrait de la commission n'aura d'effet qu'à partir du jour où le gouverneur en aura pris acte.

Art. 64. — Les gardes champêtres particuliers, les gardes forestiers et les gardes-pêche de l'Etat peuvent, à la demande du conseil communal et avec l'autorisation du gouverneur, être admis à exercer, sous le titre de garde champêtre auxiliaire, les attributions de garde champêtre communal.

Les gardes champêtres auxiliaires n'ont

en veldgewassen hunner pachters of huurders, van hunne eigendommen van allen aard, alsmede tot bewaking van de jacht en de visscherijen waarvan zij eigenaars zijn.

Die wachters worden, voor het opsporen en het vaststellen van de misdrijven binnen de grenzen van het grondgebied waarover zij het toezicht hebben, gelijkgesteld met de veldwachters der gemeenten.

Hunne lastgevers zijn gehouden hunne aanstelling te doen goedkeuren door den gouverneur der provincie, den procureur des konings gehoord, en den aard en de ligging der goederen, waarvan de bewaking hun is opgedragen, in de akte van benoeming aan te wijzen.

Art. 63. — Zij kunnen enkel in bediening treden na, in handen van den vrederechter van het kanton hunner verblijfplaats den eed te hebben afgelegd voorgeschreven voor de veldwachters der gemeenten.

Zij zijn daarenboven gehouden hunne aanstelling en de akte van hunne eedaflegging te doen registreeren ter griffie van de vredegerechten binnen welker gebied zij hun ambt waarnemen.

De gouverneur kan de toelating der bijzondere veldwachters intrekken; ze worden eerst gehoord.

De lastgever, die eene aanstelling ontnemt aan een bijzonderen veldwachter, is gehouden daarvan onmiddellijk kennis te geven aan den gouverneur, bij aangeteekenden brief. Het intrekken der aanstelling is enkel van kracht te rekenen van den dag waarop de gouverneur akte daarvan heeft genomen.

Art. 64. — De bijzondere veldwachters, de boschwachters en de wachters der Rijksvisscherijen kunnen, op aanvraag van den gemeenteraad en met machtiging van den gouverneur, worden toegelaten om, met den titel van hulpveldwachter, de bevoegdheden van gemeenteveldwachter waar te nemen.

Als hulpveldwachter hebben zij geen

droit à aucun traitement de la commune. Ils sont soumis, sous le rapport de la suspension et de la révocation, aux conditions prescrites par l'article 129 de la loi communale.

Art. 81. — Les procès verbaux dressés par l'un des fonctionnaires, agents ou préposés désignés au chapitre III du présent titre, et dûment signés par eux, font foi jusqu'à preuve contraire, des faits matériels qui y sont constatés.

Art. 82. — Ils seront remis, dans les trois jours, au procureur du Roi ou à l'officier du ministère public près le tribunal de police suivant leur compétence respective.

ART. 2.

Les dispositions suivantes formeront les articles 55^{bis}, 58^{bis} et 59^{bis} du Code rural.

Art. 55^{bis}. — Les gardes champêtres sont répartis en brigades conformément à un tableau arrêté par le gouverneur.

Chaque brigade est placée sous la surveillance d'un brigadier.

Celui-ci est investi des attributions de garde champêtre pour tout le territoire de sa brigade.

Il exerce une surveillance active sur les gardes de la brigade. Il inspecte notamment leur habillement, leur équipement et leur armement, et les initie, le cas échéant, au maniement des armes. Il s'assure de la façon dont les gardes champêtres des communes et les gardes champêtres particuliers s'acquittent de leurs fonctions et adresse trimestriellement un rapport au commissaire d'arrondissement. Il signale sans retard aux autorités administratives et judiciaires les abus ou les lacunes qu'il constate dans le service.

Le brigadier champêtre peut requérir les gardes champêtres particuliers de l'as-

recht op eenige jaarwedde van wege de gemeente. Zij zijn onderworpen, wat betreft schorsing en afzetting, aan de voorschriften van artikel 129 der gemeentewet,

Art. 81. — De processen-verbaal opgemaakt door een der ambtenaren, agenten of aangestelden vermeld in hoofdstuk III van dezen titel, en behoorlijk door hen ondertekend, gelden, zolang het tegendeel niet is bewezen, als bewijs van de daarin vastgestelde materiele feiten.

Art. 82. — Binnen drie dagen worden zij overgemaakt aan den procureur des konings of aan den ambtenaar van het openbaar ministerie bij de politierechtbank, naar gelang van hunne wederzijdse bevoegdheid.

ART. 2.

De hiernavermelde bepalingen worden de artikelen 55^{bis}, 58^{bis} en 59^{bis} van het Landelijk Wetboek :

Art. 55^{bis}. — De veldwachters zijn verdeeld in brigaden, overeenkomstig eene tabel door den gouverneur opgemaakt.

Elke brigade staat onder het toezicht van een brigadier, die de bevoegdheden van veldwachter heeft op geheel het grondgebied zijner brigade.

Hij oefent nauwgezet toezicht uit over de wachters der brigade. Hij neemt in oogenschouw hunne kleding, hunne uitrusting, hunne bewapening en oefent ze, bij voorkomend geval, in het hanteeren der wapens. Hij gaat na op welke wijze de veldwachters der gemeenten en der particulieren hun ambt waarnemen, en zendt, om de drie maanden, een verslag daarover aan den arrondissementscommissaris. Zonder verwijl geeft hij aan de administratieve en gerechtelijke overheden kennis van de misbruiken en leemten die hij in den dienst vaststelt.

De veldbrigadier mag de bijzondere veldwachters opeischen, met toestemming

sentiment de leurs commettants. Il a le droit de requérir les gardes champêtres des communes pour exercer avec eux des services de recherche ou de patrouille dans les limites des territoires confiés à leur surveillance.

Les brigadiers champêtres sont nommés par le gouverneur parmi les gardes champêtres, le procureur général entendu.

Ils peuvent être suspendus et révoqués par le gouverneur.

Le gouverneur a le droit de mettre à la retraite les brigadiers qui, par suite de maladies, de blessures ou d'infirmité sont hors d'état d'assurer convenablement leur service.

La mise à la retraite est obligatoire pour les brigadiers âgés de plus de 65 ans.

Art. 58^{bis}. — Il est organisé dans chaque province une société mutualiste de gardes champêtres, conformément à la loi du 25 juin 1894.

Elle a pour objet : 1° de favoriser l'affiliation de ses membres aux caisses de retraite et d'assurances de la Caisse générale d'épargne et de retraite sous la garantie de l'Etat; 2° de leur procurer des secours temporaires en cas de mise à la retraite avant 65 ans.

Chaque garde doit acquérir pour l'âge de 65 ans une pension viagère égale à la moitié de son traitement annuel initial.

La députation permanente détermine, en tenant compte des subsides de l'Etat et de la province, la part qui incombe à la commune dans la constitution de cette pension; cette part ne peut être inférieure à celle qui incombe au bénéficiaire de la rente.

L'intervention de la commune cesse en cas de mise à la retraite du garde avant 65 ans.

La commune n'est pas obligée d'intervenir dans la constitution des rentes

van hunne lastgevers. Hij heeft het recht de veldwachters der gemeenten op te eischen om met hen opsporingen te doen of de ronde binnen de grenzen der streken waarover zij toezicht hebben.

De veldbrigadiers worden door den gouverneur benoemd onder de veldwachters, den procureur-generaal gehoord.

Zij kunnen door den gouverneur worden geschorst en afgezet.

De gouverneur heeft het recht, de brigadiers die, ten gevolge van ziekte, verwondingen of lichaamsgebreken, buiten staat zijn hunnen dienst behoorlijk te doen, op pensioen te stellen.

Voor de brigadiers boven de 65 jaar oud, is het op pensioen stellen verplicht.

Art. 58^{bis}. — In elke provincie wordt, overeenkomstig de wet van 25 Juni 1894, eene maatschappij van onderlingen bijstand voor veldwachters opgericht.

Zij heeft ten doel : 1° de aansluiting harer leden bij de lijfrente- en verzekeringskassen van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat te bevorderen; 2° hun tijdelijke hulp te verschaffen wanneer zij vóór den leeftijd van 65 jaar op pensioen zijn gesteld.

Elke wachter moet tegen zijn 65^e jaar tot eene lijfrente komen van gelijk bedrag als de helft van zijne aanvangsjaarwedde.

De Bestendige Deputatie bepaalt het aandeel der gemeente in het vestigen van dit pensioen en neemt daartoe de toelagen van staat en provincie in aanmerking; dit aandeel mag niet minder beloopt dan het aandeel gestort door den rentebeneficiaris.

De gemeente houdt op bij te dragen in geval de wachter vóór den leeftijd van 65 jaar op pensioen wordt gesteld.

De gemeente is niet verplicht bij te dragen tot het vestigen van de aanvul-

upplémentaires que le garde voudrait acquérir.

Chaque année, la députation permanente détermine, conformément à l'article 152 de la loi communale, les versements à faire par les communes à la caisse de secours, en tenant compte des charges probables. Celles-ci comprennent notamment la part d'intervention obligatoire qui cesse d'incomber à la commune dans la constitution de la rente en cas de mise à la retraite avant 65 ans.

Tout garde devra, en outre, contracter une police d'assurance sur la vie représentant un capital égal au double de son traitement annuel initial.

L'affiliation à la société mutualiste ne sera pas obligatoire pour les gardes nommés antérieurement à la présente loi et qui jouiraient déjà d'avantages analogues.

Les dispositions précédentes restent applicables aux brigadiers champêtres.

Toutefois les communes dont les gardes champêtres deviennent brigadiers, sont déchargés de toute intervention dans la constitution de leur pension; la charge qui leur incombait de ce chef est répartie entre toutes les communes de la brigade, conformément à l'article 152 de la loi communale.

Les brigadiers champêtres peuvent augmenter le taux de leurs versements à la caisse de retraite. Dans ce cas, la part d'intervention des communes de la brigade sera majorée par la Députation permanente dans la même proportion; cette majoration ne pourra toutefois dépasser la moitié du versement qui incombait primitivement aux communes où ils exerçaient les fonctions de gardes champêtres.

Art. 59^{bis}. — Les frais résultant de l'achat et du renouvellement des objets d'armement, d'équipement et d'habillement seront prélevés, dans chaque pro-

lende renten welke de wachter mocht verlangen te bekomen.

Elk jaar bepaalt de Bestendige Deputatie, overeenkomstig artikel 152 der gemeentewet, de stortingen die de gemeenten in de hulpkas moeten doen; daartoe neemt zij de vermoedelijke lasten in aanmerking. Onder deze lasten komt namelijk het deel der verplichte bijdrage dat de gemeente niet meer moet storten voor de vestiging van rente ingeval het pensioen wordt verleend vòòr den leeftijd van 65 jaar.

Elke wachter moet daarenboven eene verzekering op het leven aangaan waarvan het kapitaal van gelijk bedrag moet zijn als het dubbel van zijne aanvangsjaarwedde.

De aansluiting bij de maatschappij van onderlingen bijstand is niet verplicht voor de wachters die vòòr het in werking treden van deze wet werden benoemd en reeds soortgelijke voordeelen mochten genieten.

De vorige bepalingen blijven toepasselijk op de veldbrigadiers.

Echter zijn de gemeenten, welker veldwachters tot brigadiers worden benoemd, ontlast van elke bijdrage tot het vestigen van hun pensioen; de last, haar uit dien hoofde opgelegd, wordt verdeeld onder al de gemeenten der brigade, overeenkomstig artikel 152 der gemeentewet.

De veldbrigadiers mogen het bedrag van hunne stortingen in de Lijfrentekas verhoogen. In dit geval zal het beloop van de bijdrage der gemeenten van de brigade, in gelijke verhouding worden verhoogd door de Bestendige Deputatie; deze verhooging mag echter niet de helft overtreffen van de storting die vroeger was opgelegd aan de gemeenten waar zij hunne bediening van veldwachters uitoefenden.

Art. 59^{bis}. — De kosten wegens aankoop en vernieuwing van bewapening, uitrusting en kleeding, worden in elke provincie betaald uit een gemeen

vince, sur un fonds commun géré par la Députation permanente et alimenté par les communes dans la proportion fixée par la Députation permanente conformément à l'article 132 de la loi communale.

ART. 3.

Les articles 54 et 72 du Code rural sont abrogés.

ART. 4.

Les articles 123, 124, 125, 125^{bis} et 129 de la loi communale sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 123. — Les commissaires de police sont nommés et révoqués par le Roi.

La nomination de ces magistrats a lieu sur une liste de deux candidats présentés par le conseil communal, auxquels le bourgmestre peut en ajouter un troisième.

Le bourgmestre, sous l'approbation du gouverneur, peut les suspendre de leurs fonctions pendant un temps qui ne pourra excéder un mois. Le gouverneur aura le même droit de suspension, à la charge d'en informer, dans les vingt-quatre heures, les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.

La suspension, qu'elle soit décrétée par le bourgmestre ou par le gouverneur, fait cesser, pendant sa durée, toutes les fonctions du commissaire de police.

Art. 124. — Si le conseil communal refuse ou s'il reste en défaut de présenter la liste des candidats pendant trente jours à partir de celui de la réception, constatée par la correspondance, d'une invitation faite par le gouverneur, la députation permanente forme une liste de deux candidats auxquels le procureur général peut en ajouter un troisième.

fonds dat wordt beheerd door de Bestendige Deputatie en in stand wordt gehouden door de gemeenten naar de verhouding bepaald door de Bestendige Deputatie, overeenkomstig artikel 132 der gemeentewet.

ART. 3.

De artikelen 54 en 72 van het Landelijk Wetboek worden afgeschaft.

ART. 4.

De artikelen 123, 124, 125, 125^{bis} en 129 worden vervangen door de navolgende bepalingen :

Art. 123. — De commissarissen van politie worden door den Koning benoemd en afgezet.

Deze magistraten worden benoemd op eene door den gemeenteraad voorgedragen lijst van twee kandidaten; de burgemeester kan er een derden kandidaat bijvoegen.

De burgemeester kan, met goedkeuring van den gouverneur, ze in hunne bediening schorsen voor een tijd die niet ééne maand mag te boven gaan. Aan den gouverneur wordt hetzelfde recht tot schorsing toegekend, mits hij binnen vier en twintig uren daarvan kennis geeft aan de Ministers van Justitie en van Binnenlandsche Zaken.

De schorsing, uitgesproken hetzij door den burgemeester, hetzij door den gouverneur, heeft ten gevolge dat al de ambtsbevoegdheden van den politie-commissaris vervallen zoolang de schorsing duurt.

Art. 124. — Indien de gemeenteraad weigert of indien hij nalaat de kandidatenlijst voor te dragen binnen dertig dagen na de ontvangst, door de briefwisseling vastgesteld, van eene uitnoodiging door den gouverneur gedaan, dan maakt de Bestendige Deputatie eene lijst op van twee kandidaten waarbij de procureur-generaal een derden kandidaat voegen mag.

Si, parmi les candidats présentés par le conseil communal, il s'en trouve un ou plusieurs qui n'offrent pas de garanties suffisantes, le gouverneur pourra inviter le conseil communal à les remplacer sur la liste dans la quinzaine. A défaut d'y satisfaire, ou si les nouveaux candidats n'offrent pas des garanties suffisantes, la députation permanente et le procureur général près la Cour d'appel présenteront respectivement un candidat.

Art. 125. — Les places de commissaires de police actuellement existantes ne peuvent être supprimées qu'avec l'autorisation du Roi.

Il ne peut en être créé de nouvelles que par une loi, ou par le Roi, du consentement du conseil communal. Toutefois, dans les communes où il n'existe pas de commissaire de police et dont la population au dernier recensement décennal atteint 3,000 habitants, le Roi peut créer d'office une place de commissaire de police.

Il peut être nommé par le conseil communal, sous l'approbation du gouverneur de la province, des adjoints aux commissaires de police; ces adjoints sont en même temps officiers de police judiciaire et exercent, en cette qualité, sous l'autorité des commissaires de police, les fonctions que ceux-ci leur ont déléguées. Le conseil communal peut supprimer les fonctions d'adjoint lorsqu'il ne les juge plus nécessaires. En cas de réclamation du titulaire de l'emploi de commissaire adjoint contre la suppression de cet emploi ou la réduction du traitement y attaché, la délibération du conseil communal sera soumise au contrôle du gouverneur, qui ne pourra l'improver que si les mesures qu'elle décide tendent manifestement à une révocation déguisée.

Komen er onder de kandidaten, door den gemeenteraad voorgedragen, een of meer voor die geene voldoende waarborgen opleveren, dan kan de gouverneur den gemeenteraad verzoeken ze binnen veertien dagen op de lijst te vervangen. Wordt hieraan geen gevolg gegeven, of leveren de nieuwe kandidaten geene voldoende waarborgen op, dan dragen de Bestendige Deputatie en de procureur-generaal bij het Hof van beroep elk een candidaat voor.

Art. 125. — De heden bestaande plaatsen van Commissarissen van politie kunnen slechts met machtiging van den Koning worden afgeschaft.

Geen nieuwe plaatsen kunnen tot stand worden gebracht tenzij door eene wet of door den Koning, met toestemming van den gemeenteraad. Echter kan, in de gemeenten waar geen Commissaris van politie bestaat en de bevolking, bij de jongste tienjaarlijkse volkstelling, 5,000 inwoners bereikt, de Koning ambtshalve eene plaats van Commissaris van politie instellen.

Met goedkeuring van den gouverneur der provincie, kan de gemeenteraad adjunct-commissarissen van politie benoemen; deze adjuncten zijn terzelfder tijd ambtenaren van gerechtelijke politie en als zoodanig staan zij onder het gezag der politiecommissarissen, belast met de ambtsbevoegdheden die hun door dezen werden opgedragen. De gemeenteraad mag de bedieningen van adjunct afschaffen, wanneer hij ze niet meer noodzakelijk acht. Wordt door den titularis der bediening van adjunct-commissaris bezwaar ingebracht tegen de afschaffing van deze bediening of tegen de vermindering van de daaraan toegekende wedde, dan wordt de beraadslaging van den gemeenteraad onderworpen aan den gouverneur, die zijne goedkeuring daaraan dan alleen mag onthouden, wanneer de daarin genomen maatregelen klaarblijkelijk strekken tot eene bedekte afzetting.

Le conseil communal peut, sous l'approbation du gouverneur, suspendre pour un terme qui n'excédera pas un mois et révoquer les adjoints au commissaire de police. Le bourgmestre peut également les suspendre pour un terme d'un mois au plus sous la même approbation.

Il peut suspendre également, pendant le même temps, les autres agents de la police locale.

Art. 125bis. — Les commissaires de police ne peuvent être suspendus par le gouverneur ou le bourgmestre, les commissaires adjoints ne peuvent être révoqués par le conseil ni suspendus par celui-ci ou par le bourgmestre, à raison de leurs fonctions judiciaires, que sur la proposition du procureur général près la Cour d'appel.

Art. 129. — Les gardes champêtres sont nommés par le gouverneur, le procureur du roi préalablement entendu, sur une liste de deux candidats présentés par le conseil communal auxquels le bourgmestre peut en ajouter un troisième.

Lorsque, parmi les candidats présentés, il s'en trouve un ou plusieurs qui n'offrent pas de garanties suffisantes, le gouverneur invite le conseil communal à les remplacer sur la liste dans la quinzaine. Si le conseil ne satisfait pas à cette invitation ou si les nouveaux candidats qu'il présente n'offrent pas de garanties, le gouverneur peut décider, de l'avis conforme du procureur général, qu'il y a lieu de procéder à une nomination d'office. Dans ce cas, il désigne le titulaire, la députation permanente et le procureur du roi entendus.

Le gouverneur peut suspendre ou révoquer les gardes champêtres, soit d'office, soit sur la proposition du bourgmestre. Dans tous les cas, s'il s'agit de révocation, le conseil communal est préalablement entendu.

De gemeenteraad kan, met goedkeuring van den gouverneur, de adjunct-commissarissen van politie schorsen voor een termijn van ten hoogste ééne maand en ze afzetten. De burgemeester kan ze insgelijks, met dezelfde goedkeuring, schorsen voor een termijn van ten hoogste ééne maand.

Hij kan insgelijks, voor hetzelfde tijdsbestek, de andere dienaren van de plaatselijke politie schorsen.

Art. 125bis. — De politiecommissarissen kunnen niet worden geschorst door den gouverneur of door den burgemeester; de adjunct-commissarissen kunnen niet worden afgezet door den raad noch geschorst door dezen of door den burgemeester, om reden van hunne gerechtelijke ambtsverrichtingen, tenzij op voorstel van den procureur-generaal bij het Hof van beroep.

Art. 129. — De veldwachters worden benoemd door den gouverneur, den procureur des Konings vooraf gehoord, op eene door den gemeenteraad voorgedragen lijst van twee kandidaten, waarbij de burgemeester een derden candidaat mag voegen.

Komen er, onder de voorgedragen kandidaten, één of meer voor die geen voldoende waarborgen opleveren, dan verzoekt de gouverneur den gemeenteraad ze binnen veertien dagen op de lijst te vervangen. Wordt door den Raad aan dit verzoek geen gevolg gegeven of leveren de voorgedragen nieuwe kandidaten geen waarborgen op, dan kan de gouverneur, op eensluidend advies van den procureur-generaal, beslissen dat tot eene benoeming ambtshalve dient te worden overgegaan. In dit geval wijst hij den titularis aan, de Bestendige Deputatie en den procureur des Konings gehoord.

De gouverneur kan de veldwachters schorsen of afzetten, hetzij ambtshalve, hetzij op voorstel van den burgemeester. In elk geval, indien het eene afzetting geldt, wordt de gemeenteraad vooraf gehoord.

Le bourgmestre, sous l'approbation du gouverneur, peut les suspendre pendant un temps qui n'excédera pas un mois.

Le bourgmestre ne peut suspendre les gardes champêtres, le gouverneur ne peut les suspendre ou les révoquer à raison de leurs fonctions judiciaires, que sur la proposition du procureur général près la cour d'appel.

ART. 5.

La disposition suivante formera l'article 129bis de la loi communale en remplacement de l'article 54 du Code rural :

Art. 129bis. — A défaut par le conseil communal, dûment convoqué à cet effet, de présenter la liste des candidats aux fonctions de garde champêtre, dans les trente jours, la nomination pourra être faite par le gouverneur, la députation permanente et le procureur du roi entendus.

ART. 6.

Nos Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, de la Justice et de la Guerre sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 9 décembre 1907.

Met goedkeuring van den gouverneur, kan de burgemeester hen schorsen voor den tijd van ten hoogste ééne maand.

De burgemeester kan de veldwachters niet schorsen, de gouverneur mag hen niet schorsen of afzetten uit hoofde van hunne gerechtelijke ambtsverrichtingen, tenzij op voorstel van den procureur-generaal bij het Hof van beroep.

ART. 5.

De navolgende bepaling wordt opgenomen in de gemeentewet als artikel 129bis ter vervanging van artikel 54 van het Landelijk wetboek :

Art. 129bis. — Indien de gemeenteraad, daartoe behoorlijk bijeengeroepen, nalaat de lijst der kandidaten voor het ambt van veldwachter binnen dertig dagen voor te dragen, kan de benoeming worden gedaan door den gouverneur, de Bestendige Deputatie en den procureur des Konings gehoord.

ART. 6.

Onze Ministers van Landbouw, van Justitie en van Oorlog zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Laken, den 9^{de} December 1907.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture ad interim.

Van 's Konings wege :

De Minister van Landbouw ad interim.

J. HELLEPUTTE.

Le Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

J. DE TROOZ.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

J. RENKIN.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

(16)

(4)
(N^o 48.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 DECEMBER 1907.

Ontwerp van wet betreffende de herinrichting der landelijke politie,

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Sedert lang eischt de algemeene denkwijze de herinrichting der landelijke politie. Wenschen werden in dien zin uitgedrukt door officieele be-raadslagende korpsen, door de landbouwverenigingen, verzoekschriften werden door de inwoners gezonden aan de Wetgevende Kamers en aan de Regeering; talrijke artikelen verschenen in de dagbladen en in de vakbladen, met een woord, men is het eens om op den buiten meer veiligheid te eischen zoowel voor de personen als voor de goederen.

Door de Kamers te verzoeken het hierbijgaande wetsontwerp aan te nemen, hoopt de Regeering, in de mogelijke mate, voldoening te schenken aan die wenschen, met het oog op de huidige regeling onzer landelijke politie.

Het vraagstuk baat echter talrijke bezwaren op.

In zake van politie moest men immers vermijden de voorrechten der plaatselijke besturen te krenken, anderzijds mocht men niet uit het oog verliezen dat de verschillende inrichtingen die met de landelijke politie zijn belast afdelen van verscheidene departementen.

Het was dus vooral van belang de daarbij betrokken besturen t' akkoord te stellen.

Door ministerieel besluit van 10 Januari 1902 werd eene bestuurscom-missie belast met het onderzoek van het vraagstuk der inrichting van de landelijke politie in zijn geheel.

Het verslag dezer Commissie, gedagteekend 20 Februari 1904 en over-gemaakt aan de leden der Kamers, stelt hervormingen voor op het gebied van wetgeving en tevens op het gebied van bestuur.

Verscheidene door de Commissie geveerde bestuurlijke maatregelen werden reeds ingevoerd.

Een handboek waarin de gegevens die de misdrijven uitmaken, vermeld zijn, werd ter beschikking gesteld van de gendarmerie; ieder jaar worden

meer brigaden voorzien van den telephoondienst, thans onderzoekt het Departement van Oorlog in haar geheel, de ligging der verschillende brigaden.

De Regeering sluit zich aan bij de wijzigingen welke de Commissie voorstelt te brengen in het landelijk wetboek, en in de gemeentewet. De andere voorstellen werden van de hand gewezen, omdat zij het voorwerp zullen maken van bijzondere wetsontwerpen ofwel omdat zij niet rechtstreeks met de landelijke politie in verband zijn.

Evenals de Commissie, is de Regeering van meening dat, in plaats van al onze inrichtingen grondig te wijzigen, het verkieslijker is die te verbeteren. Aan de gemeentebesturen, die behoorlijk hunne zending van politie waarnemen wordt de vrijheid van handelen gelaten welke hun door de bestaande wetten is toegekend; tevens legde men er zich op toe, maatregelen in te voeren om te beletten dat de plaatselijke overheden nalatig zouden blijven of slechten wil aan den dag zouden leggen, wat betreft de uitvoering der wetten van 1789-1790.

De voorgestelde nieuwe bepalingen zijn als volgt samengevat in het verslag der Commissie.

I. Voorgestelde wijzigingen in het Landelijk Wetboek.

Het landelijk beginsel, krachtens hetwelk er in elke gemeente ten minste één veldwachter zijn moet, wordt gehandhaafd, doch tevens machtigt de Commissie de gemeenten met min dan 500 inwoners, zich te verstaan met eene aanpalende gemeente om voor beide slechts één veldwachter te hebben; anderdeels verleent zij aan de bestendige deputatie de bevoegdheid om, ingeval van werkeloosheid van den gemeenteraad, de aanvullende plaatsen van veldwachter tot stand te brengen die door de behoeften der politie mochten vereischt zijn.

De toekenning, aan den burgemeester, van het recht een derden candidaat voor te dragen op de lijst door den gemeenteraad voorgesteld, de bevoegdheid verleend aan den Gouverneur om de voordrachten niet aan te nemen, wanneer onder de candidaten er zich een of meer bevinden die geene voldoende waarborgen opleveren, dit alles zal bijdragen tot verbetering van de aanwervingswijze dezer beambten.

Om hun meer onafhankelijkheid te verzekeren, stelt de Commissie voor aan den gemeenteraad het recht van schorsing en afzetting te ontnemen en het recht van schorsing toe te kennen aan den Burgemeester, mits goedkeuring van den Gouverneur; het recht van afzetting zou uitsluitend aan dezen laatsten voorbehouden worden.

Bovendien zouden die beambten door de bestuuroverheden uit hoofde van de rechterlijke bedieningen, geschorst noch afgezet kunnen worden dan op voorstel van den Procureur Generaal bij het Hof van Beroep.

Om de gemeenteraden voor te lichten bij de keuze der candidaten, is het noodzakelijk een minimum te bepalen van de vereischten waaraan deze moeten voldoen. Het nieuw ontwerp bepaalt de ouderdomsgrens en laat

tevens aan de Regeering over de verdere vereischten tot toelating vast te stellen. Ten einde slechts gezonde en sterke beambten in bediening te houden, machtigt het den gouverneur, de wachters op pensioen te stellen wanneer deze niet meer in staat zijn hunnen dienst behoorlijk waar te nemen, en maakt dit verplicht wanneer de belanghebbende den ouderdom van 65 jaar heeft bereikt.

Het invoeren van een invaliditeits- en ouderdomspensioen voor deze beambten maakt de toepassing van deze laatste maatregelen mogelijk.

Door de aanstelling van brigadiers-veldwachters waarvan het getal door den gouverneur bepaald wordt en die door dezen benoemd en afgezet worden, zal men een degelijk toezicht kunnen houden over de wachters, terwijl daardoor het getal beambten belast met de politiedienst zal vermeerderd zijn, met eene eenheid per brigade.

De door de Commissie aangeprezen instelling is gansch verschillend van het stelsel der brigades dat het huidige wetboek voorziet en waarvan de gevolgen nagenoeg nietig waren; daar ze niet de veldwachters van een bepaalde gemeente zullen zijn, zullen de brigadiers al hun tijd kunnen besteden aan het toezicht over de mannen hunner brigade en aan de uitoefening van de politie binnen hunne omschrijvingen.

Daar de vereischten betreffende de geschiktheid voor de bediening van veldwachter strenger gemaakt zijn, is het billijk aan die beambten een hoogere bezoldiging te verzekeren.

Uit de ondervinding is gebleken dat het noodig is een minimum van wedde voor de wachters en de brigadiers in de wet te voorzien. De provincieraden die deze wedde bepalen, zouden eene mindere wedde niet mogen toekennen; het is ook noodig elke vermindering van wedde tijdens den duur der bediening van den titelvoerder te beletten.

Verleent men een behoorlijke wedde, dan kan men het waarnemen verbieden van ambachten en bedrijven, die den wachter afhankelijk maken van de inwoners der gemeente. Voortaan zal het niet meer toegelaten zijn andere bedieningen of ambten gelijktijdig waar te nemen dan die door de openbare overheid begeben; daartoe wordt vereischt de machtiging van de bestendige deputatie, welke machtiging enkel zal worden verleend op eensluidend advies van den procureur des Konings.

De afschaffing van de bevestiging der processen-verbaal ontnemt aan den burgemeester een machtig middel van drukking op den veldwachter met het oog op zijn gerechtelijken dienst.

Onder het beheer van het landelijk wetboek mogen bijzondere personen veldwachters aanstellen tot bescherming van hun landelijke eigendommen.

Diende dezelfde bevoegdheid niet verleend te worden voor de bewaking van de niet landelijke eigendommen? De Commissie heeft hierop bevestigend geantwoord en op die wijze aan meermaals uitgedrukte wenschen voldoening geschonken.

II. — *Voorgestelde wijzigingen in de gemeentewet.*

De wijzigingen die men voorstelt te brengen in de bepalingen der gemeentewet betreffende de commissarissen en adjunct-commissarissen van

politie, gaan uit van de zelfde gedachte als de hervormingen in de inrichting der veldwachters. Zij hebben ten doel het aan de gemeenteraden toegekende recht van schorsing te onderwerpen aan de goedkeuring van den gouverneur, iets wat de willekeur zal beteugelen; eene betere aanwerving der politie-commissarissen te verzekeren door de Bestendige Deputatie en de procureur-generaal bij het Hof van Beroep te doen optreden in de plaats van den gemeenteraad wanneer deze nalaat de kandidatenlijst voor te dragen of, ondanks het advies van den gouverneur, volhardt in het voordragen van onaanneembare kandidaten; toe te laten dat eene plaats van politie-commissaris in de gemeenten van ten minste 3,000 inwoners werde tot stand gebracht bij koninklijk besluit; duidelijker de bestaande afscheiding tusschen de bestuurlijke politie en de gerechtelijke politie af te bakenen, door de schorsing en de afzetting der commissarissen en adjunct-commissarissen van politie uit hoofde van hunne gerechtelijke ambtsbezigheden slechts toe te laten op voorstel van den procureur-generaal van het Hof van Beroep.

De wet van 30 Juli 1903 heeft aan het ambt van adjunct-commissaris de tot alsdan ontbrekende vastheid gegeven, door aan deze ambtenaren het recht toe te kennen in beroep te komen van de beslissingen tot vermindering hunner wedde of afschaffing van hun ambt, zoo het blijkt dat deze maatregelen een bedekte afzetting zijn.

De Regeering verwacht van de toepassing der bepalingen van bijgaand wetsontwerp eene zeer ernstige verbetering van den huidige toestand; het drukt den wensch uit dat het Parlement het eerlang zou behandelen.

De Minister van Landbouw ad interim,

J. HELLEPUTTE.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

J. DE TROOZ.

De Minister van Justitie,

J. RENKIN.

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

PROJET DE LOI

sur la réorganisation de la police
rurale.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, de la Justice et de la Guerre.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Nos Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, de la Justice et de la Guerre.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 51, 55, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 81, 82 du Code rural sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 51. Il y a dans chaque commune rurale au moins un garde champêtre.

Toutefois, les communes dont la population, au dernier recensement décennal, est inférieure à 500 habitants peuvent être autorisées par le gouverneur, de l'avis conforme du procureur général près la Cour d'appel, à s'entendre avec une commune limitrophe pour avoir en commun un garde champêtre. L'autorisation sera valable pour cinq ans.

Si les besoins de la police exigent qu'il y ait dans une commune plusieurs gardes champêtres, il sera pourvu à la

ONTWERP VAN WET

betreffende de herinrichting van de
landelijke politie.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onze Ministers van Landbouw, van Binnenlandsche Zaken, van Justitie en van Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen Naam, door Onze Ministers van Landbouw, van Binnenlandsche Zaken, van Justitie en van Oorlog aan de Wetgevende Kamers in overweging gegeven worden.

ARTIKEL 1.

De artikelen 51, 55, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 81, 82 van het Landelijk Wetboek worden vervangen door de navolgende bepalingen :

Art. 51. — In elke landelijke gemeente is er ten minste één veldwachter.

Echter kunnen de gemeenten welker bevolking, bij de jongste tienjaarlijkse volkstelling, niet 500 inwoners bedraagt, door den gouverneur worden gemachtigd, op eensluidend advies van den procureur-generaal bij het Hof van beroep, zich met eene aanpalende gemeente te verstaan tot het aanstellen van één veldwachter in dienst van beide gemeenten. De machtiging is geldig voor vijf jaar.

Moeten er in eene gemeente, uit hoofde van de behoeften der politie, verscheidene veldwachters zijn, dan wordt, op verzoek

création des emplois nécessaires, sur l'invitation du gouverneur, par le conseil communal et, à défaut de celui-ci, par la députation permanente dont l'arrêté sera motivé.

Le conseil communal et le gouverneur de la province pourront recourir au Roi contre la décision de la députation permanente.

Art. 55. Nul ne peut être nommé garde champêtre s'il a moins de 25 ans ou plus de 40 ans.

Un arrêté royal pourra déterminer les autres conditions d'admission à l'emploi de garde champêtre.

Le gouverneur a le droit, le conseil communal et le bourgmestre entendus, de mettre à la retraite les gardes qui, par suite de maladies, de blessures ou d'infirmités, sont hors d'état d'assurer convenablement leur service.

La mise à la retraite est obligatoire pour les gardes âgés de 65 ans.

Toutefois, pendant une période de cinq ans à partir de la mise en vigueur de la présente loi, le gouverneur pourra, après avoir entendu le procureur du Roi, le conseil communal et le bourgmestre, autoriser les gardes nommés antérieurement à la présente loi à rester en fonctions après cet âge. L'autorisation ne sera valable que pour un an et ne pourra plus être accordée lorsque les gardes auront atteint 70 ans.

Art. 57. Les traitements, l'armement et l'équipement des gardes et des brigadiers champêtres sont à la charge des communes.

La dépense relative aux brigadiers champêtres est répartie par la députation permanente, entre les communes de la brigade, conformément à l'article 152 de la loi communale.

Les traitements attachés aux emplois de gardes champêtres et de brigadiers

van den gouverneur, tot de instelling van de vereischte bedieningen overgegaan door den gemeenteraad of, bij dezès ontstentenis, door de Bestendige Deputatie; het besluit van deze is met redenen omkleed.

De gemeenteraad en de gouverneur der provincie zijn bevoegd om bij den Koning in beroep te komen van het besluit der Bestendige Deputatie.

Art. 55. — Niemand kan veldwachter worden benoemd, indien hij minder dan 25 jaar en meer dan 40 jaar oud is.

Een koninklijk besluit kan de andere vereischten bepalen om tot de bediening van veldwachter te worden toegelaten.

De gouverneur heeft het recht, den gemeenteraad en den burgemeester gehoord, de veldwachters die, ten gevolge van ziekten, verwondingen of lichaamsgebreken, buiten staat zijn hunnen dienst behoorlijk waar te nemen, op pensioen te stellen.

Het op pensioen stellen van wachters boven de 65 jaar is verplicht.

Doch, gedurende een tijdsbestek van vijf jaar, te rekenen van het in werking treden van deze wet, kan de gouverneur, na den procureur des Konings, den gemeenteraad en den burgemeester te hebben gehoord, de veldwachters die vóór het bestaan van deze wet werden benoemd, machtigen om na dien ouderdom indienst te blijven. De machtiging is enkel geldig voor één jaar en mag niet meer worden verleend wanneer de wachters den leeftijd van 70 jaar hebben bereikt.

Art. 57. — De jaarwedden, de bewapening en de uitrusting der veldwachters en brigadiers komen ten laste van de gemeenten.

De uitgave betreffende de veldbrigadiers wordt door de Bestendige Deputatie verdeeld onder de gemeenten der brigade, overeenkomstig artikel 152 der gemeentewet.

De jaarwedden der veldwachters en veldbrigadiers mogen niet worden ver-

champêtres ne peuvent être réduits aussi longtemps que les titulaires sont en fonctions.

Art. 58. Le conseil provincial détermine le minimum des traitements attachés à l'emploi de garde champêtre, sans pouvoir descendre en dessous de 500 francs; il détermine également les traitements attachés à l'emploi de brigadier, sans pouvoir les fixer à une somme inférieure à 1,000 francs.

Il règle l'équipement et l'habillement de ces agents.

Les règlements qui seront arrêtés en exécution du présent article seront soumis à l'approbation du Roi.

A défaut par le conseil provincial de se conformer aux prescriptions du paragraphe premier du présent article, il est pourvu par arrêté royal à la fixation du minimum des traitements et au règlement de l'équipement et de l'habillement des gardes champêtres et des brigadiers champêtres.

Art. 59. — L'armement des gardes champêtres et des brigadiers champêtres se compose d'un fusil avec baïonnette, d'un pistolet ou d'un revolver et d'un sabre, conformes aux modèles agréés par le ministre de l'intérieur.

Art. 60. — Les gardes champêtres et les brigadiers champêtres ne peuvent exercer par eux-mêmes ou par personnes interposées aucun emploi, profession, fonction ou commerce, à l'exception des emplois ou fonctions conférés par l'autorité publique et dans les cas seulement où ce cumul aura été autorisé par la Députation permanente de l'avis conforme du procureur du roi.

Cette autorisation pourra être révoquée dans les mêmes conditions.

Art. 61. — Dans les communes rurales, les établissements publics et les particuliers ont le droit d'avoir des gardes champêtres pour la conservation de leurs fruits et récoltes, des fruits et ré-

minderd zoolang de titularissen in dienst zijn.

Art. 58. — De provinciale raad bepaalt het minimum der jaarwedde voor de bediening van veldwachter; dit minimum mag niet minder dan 500 frank bedragen; hij bepaalt insgelijks de jaarwedden voor de bediening van brigadier, doch mag ze niet vaststellen op eene som die minder dan 1,000 frank bedraagt.

Hij regelt de uitrusting en de kleeding van die beambten.

De reglementen, vastgesteld ter uitvoering van dit artikel, worden onderworpen aan de goedkeuring des Konings.

Komt de provinciale raad de voorschriften van paragraaf 1 van dit artikel niet na, dan wordt het minimum van jaarwedde bepaald en de uitrusting alsmede de kleeding der veldwachters en veldbrigadiers bij Koninklijk besluit geregeld.

Art. 59. — De bewapening der veldwachters en veldbrigadiers bestaat uit een geweer met bajonet, een pistool of een revolver en een sabel, naar een model goedgekeurd door den Minister van Binnenlandsche Zaken.

Art. 60. — De veldwachters en de veldbrigadiers mogen, het zij zelf, het zij door bemiddeling van een tussenpersoon, geen andere bediening, geen bedrijf of handel uitoefenen, tenzij de bedieningen of ambten door de openbare overheid opgedragen, en enkel wanneer deze cumulatie door de Bestendige Deputatie werd toegelaten, op eensluidend advies van den procureur des konings.

Deze machtiging kan op dezelfde wijze worden ingetrokken.

Art. 61. — In de landelijke gemeenten hebben de openbare gestichten en de bijzondere personen het recht veldwachters te houden tot bescherming van hunne vrucht- en veldgewassen, van de vrucht-

coltes de leurs fermiers ou locataires, de leurs propriétés de toute espèce, ainsi que pour la surveillance de la chasse et de la pêche qui leur appartiennent.

Ces gardes sont assimilés aux gardes champêtres des communes pour la recherche et la constatation des infractions dans les limites du territoire confié à leur surveillance.

Leurs commettants sont tenus de les faire agréer par le gouverneur de la province, le procureur du roi entendu, et d'indiquer, dans l'acte de nomination, la nature et la situation des biens dont la surveillance leur est confiée.

Art. 63. — Ils ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir prêté, devant le juge de paix du canton de leur résidence, le serment prescrit aux gardes champêtres des communes.

Ils sont, de plus, tenus de faire enregistrer leur commission et l'acte de prestation de leur serment au greffe des justices de paix dans le ressort desquelles ils doivent exercer leurs fonctions.

Le gouverneur pourra retirer l'agrément des gardes champêtres particuliers; ils seront préalablement entendus.

Le commettant qui retirera la commission à un garde champêtre particulier sera tenu d'en informer immédiatement le gouverneur, par lettre recommandée. Le retrait de la commission n'aura d'effet qu'à partir du jour où le gouverneur en aura pris acte.

Art. 64. — Les gardes champêtres particuliers, les gardes forestiers et les gardes-pêche de l'Etat peuvent, à la demande du conseil communal et avec l'autorisation du gouverneur, être admis à exercer, sous le titre de garde champêtre auxiliaire, les attributions de garde champêtre communal.

Les gardes champêtres auxiliaires n'ont

en veldgewassen hunner pachters of huurders, van hunne eigendommen van allen aard, alsmede tot bewaking van de jacht en de visscherijen waarvan zij eigenaars zijn.

Die wachters worden, voor het opsporen en het vaststellen van de misdrijven binnen de grenzen van het grondgebied waarover zij het toezicht hebben, gelijkgesteld met de veldwachters der gemeenten.

Hunne lastgevers zijn gehouden hunne aanstelling te doen goedkeuren door den gouverneur der provincie, den procureur des konings gehoord, en den aard en de ligging der goederen, waarvan de bewaking hun is opgedragen, in de akte van benoeming aan te wijzen.

Art. 63. — Zij kunnen enkel in bediening treden na, in handen van den vrederechter van het kanton hunner verblijfplaats den eed te hebben afgelegd voorgeschreven voor de veldwachters der gemeenten.

Zij zijn daarenboven gehouden hunne aanstelling en de akte van hunne eedaflegging te doen registreeren ter griffie van de vredegerechten binnen welker gebied zij hun ambt waarnemen.

De gouverneur kan de toelating der bijzondere veldwachters intrekken; ze worden eerst gehoord.

De lastgever, die eene aanstelling ontnemt aan een bijzonderen veldwachter, is gehouden daarvan onmiddellijk kennis te geven aan den gouverneur, bij aangeteekenden brief. Het intrekken der aanstelling is enkel van kracht te rekenen van den dag waarop de gouverneur akte daarvan heeft genomen.

Art. 64. — De bijzondere veldwachters, de boschwachters en de wachters der Rijksvisscherijen kunnen, op aanvraag van den gemeenteraad en met machtiging van den gouverneur, worden toegelaten om, met den titel van hulpveldwachter, de bevoegdheden van gemeenteveldwachter waar te nemen.

Als hulpveldwachter hebben zij geen

droit à aucun traitement de la commune. Ils sont soumis, sous le rapport de la suspension et de la révocation, aux conditions prescrites par l'article 129 de la loi communale.

Art. 81. — Les procès verbaux dressés par l'un des fonctionnaires, agents ou préposés désignés au chapitre III du présent titre, et dûment signés par eux, font foi jusqu'à preuve contraire, des faits matériels qui y sont constatés.

Art. 82. — Ils seront remis, dans les trois jours, au procureur du Roi ou à l'officier du ministère public près le tribunal de police suivant leur compétence respective.

ART. 2.

Les dispositions suivantes formeront les articles 55^{bis}, 58^{bis} et 59^{bis} du Code rural.

Art. 55^{bis}. — Les gardes champêtres sont répartis en brigades conformément à un tableau arrêté par le gouverneur.

Chaque brigade est placée sous la surveillance d'un brigadier.

Celui-ci est investi des attributions de garde champêtre pour tout le territoire de sa brigade.

Il exerce une surveillance active sur les gardes de la brigade. Il inspecte notamment leur habillement, leur équipement et leur armement, et les initie, le cas échéant, au maniement des armes. Il s'assure de la façon dont les gardes champêtres des communes et les gardes champêtres particuliers s'acquittent de leurs fonctions et adresse trimestriellement un rapport au commissaire d'arrondissement. Il signale sans retard aux autorités administratives et judiciaires les abus ou les lacunes qu'il constate dans le service.

Le brigadier champêtre peut requérir les gardes champêtres particuliers de l'as-

recht op eenige jaarwedde van wege de gemeente. Zij zijn onderworpen, wat betreft schorsing en afzetting, aan de voorschriften van artikel 129 der gemeentewet,

Art. 81. — De processen-verbaal opgemaakt door een der ambtenaren, agenten of aangestelden vermeld in hoofdstuk III van dezen titel, en behoorlijk door hen ondertekend, gelden, zolang het tegendeel niet is bewezen, als bewijs van de daarin vastgestelde materiele feiten.

Art. 82. — Binnen drie dagen worden zij overgemaakt aan den procureur des konings of aan den ambtenaar van het openbaar ministerie bij de politierechtbank, naar gelang van hunne wederzijdse bevoegdheid.

ART. 2.

De hiernavermelde bepalingen worden de artikelen 55^{bis}, 58^{bis} en 59^{bis} van het Landelijk Wetboek :

Art. 55^{bis}. — De veldwachters zijn verdeeld in brigaden, overeenkomstig eene tabel door den gouverneur opgemaakt.

Elke brigade staat onder het toezicht van een brigadier, die de bevoegdheden van veldwachter heeft op geheel het grondgebied zijner brigade.

Hij oefent nauwgezet toezicht uit over de wachters der brigade. Hij neemt in oogenschouw hunne kleding, hunne uitrusting, hunne bewapening en oefent ze, bij voorkomend geval, in het hanteeren der wapens. Hij gaat na op welke wijze de veldwachters der gemeenten en der particulieren hun ambt waarnemen, en zendt, om de drie maanden, een verslag daarover aan den arrondissementscommissaris. Zonder verwijl geeft hij aan de administratieve en gerechtelijke overheden kennis van de misbruiken en leemten die hij in den dienst vaststelt.

De veldbrigadier mag de bijzondere veldwachters opeischen, met toestemming

sentiment de leurs commettants. Il a le droit de requérir les gardes champêtres des communes pour exercer avec eux des services de recherche ou de patrouille dans les limites des territoires confiés à leur surveillance.

Les brigadiers champêtres sont nommés par le gouverneur parmi les gardes champêtres, le procureur général entendu.

Ils peuvent être suspendus et révoqués par le gouverneur.

Le gouverneur a le droit de mettre à la retraite les brigadiers qui, par suite de maladies, de blessures ou d'infirmité sont hors d'état d'assurer convenablement leur service.

La mise à la retraite est obligatoire pour les brigadiers âgés de plus de 65 ans.

Art. 58^{bis}. — Il est organisé dans chaque province une société mutualiste de gardes champêtres, conformément à la loi du 23 juin 1894.

Elle a pour objet : 1° de favoriser l'affiliation de ses membres aux caisses de retraite et d'assurances de la Caisse générale d'épargne et de retraite sous la garantie de l'Etat; 2° de leur procurer des secours temporaires en cas de mise à la retraite avant 65 ans.

Chaque garde doit acquérir pour l'âge de 65 ans une pension viagère égale à la moitié de son traitement annuel initial.

La députation permanente détermine, en tenant compte des subsides de l'Etat et de la province, la part qui incombe à la commune dans la constitution de cette pension; cette part ne peut être inférieure à celle qui incombe au bénéficiaire de la rente.

L'intervention de la commune cesse en cas de mise à la retraite du garde avant 65 ans.

La commune n'est pas obligée d'intervenir dans la constitution des rentes

van hunne lastgevers. Hij heeft het recht de veldwachters der gemeenten op te eischen om met hen opsporingen te doen of de ronde binnen de grenzen der streken waarover zij toezicht hebben.

De veldbrigadiers worden door den gouverneur benoemd onder de veldwachters, den procureur-generaal gehoord.

Zij kunnen door den gouverneur worden geschorst en afgezet.

De gouverneur heeft het recht, de brigadiers die, ten gevolge van ziekte, verwondingen of lichaamsgebreken, buiten staat zijn hunnen dienst behoorlijk te doen, op pensioen te stellen.

Voor de brigadiers boven de 65 jaar oud, is het op pensioen stellen verplicht.

Art. 58^{bis}. — In elke provincie wordt, overeenkomstig de wet van 23 Juni 1894, eene maatschappij van onderlingen bijstand voor veldwachters opgericht.

Zij heeft ten doel : 1° de aansluiting harer leden bij de lijfrente- en verzekeringskassen van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat te bevorderen; 2° hun tijdelijke hulp te verschaffen wanneer zij vóór den leeftijd van 65 jaar op pensioen zijn gesteld.

Elke wachter moet tegen zijn 65^e jaar jaar tot eene lijfrente komen van gelijk bedrag als de helft van zijne aanvangsjaarwedde.

De Bestendige Deputatie bepaalt het aandeel der gemeente in het vestigen van dit pensioen en neemt daartoe de toelagen van staat en provincie in aanmerking; dit aandeel mag niet minder beloopten dan het aandeel gestort door den rentebeneficiaris.

De gemeente houdt op bij te dragen in geval de wachter vóór den leeftijd van 65 jaar op pensioen wordt gesteld.

De gemeente is niet verplicht bij te dragen tot het vestigen van de aanvul-

upplémentaires que le garde voudrait acquérir.

Chaque année, la députation permanente détermine, conformément à l'article 152 de la loi communale, les versements à faire par les communes à la caisse de secours, en tenant compte des charges probables. Celles-ci comprennent notamment la part d'intervention obligatoire qui cesse d'incomber à la commune dans la constitution de la rente en cas de mise à la retraite avant 65 ans.

Tout garde devra, en outre, contracter une police d'assurance sur la vie représentant un capital égal au double de son traitement annuel initial.

L'affiliation à la société mutualiste ne sera pas obligatoire pour les gardes nommés antérieurement à la présente loi et qui jouiraient déjà d'avantages analogues.

Les dispositions précédentes restent applicables aux brigadiers champêtres.

Toutefois les communes dont les gardes champêtres deviennent brigadiers, sont déchargés de toute intervention dans la constitution de leur pension; la charge qui leur incombait de ce chef est répartie entre toutes les communes de la brigade, conformément à l'article 132 de la loi communale.

Les brigadiers champêtres peuvent augmenter le taux de leurs versements à la caisse de retraite. Dans ce cas, la part d'intervention des communes de la brigade sera majorée par la Députation permanente dans la même proportion; cette majoration ne pourra toutefois dépasser la moitié du versement qui incombait primitivement aux communes où ils exerçaient les fonctions de gardes champêtres.

Art. 59^{bis}. — Les frais résultant de l'achat et du renouvellement des objets d'armement, d'équipement et d'habillement seront prélevés, dans chaque pro-

lende renten welke de wachter mocht verlangen te bekomen.

Elk jaar bepaalt de Bestendige Deputatie, overeenkomstig artikel 132 der gemeentewet, de stortingen die de gemeenten in de hulpkas moeten doen; daartoe neemt zij de vermoedelijke lasten in aanmerking. Onder deze lasten komt namelijk het deel der verplichte bijdrage dat de gemeente niet meer moet storten voor de vestiging van rente ingeval het pensioen wordt verleend vòòr den leeftijd van 65 jaar.

Elke wachter moet daarenboven eene verzekering op het leven aangaan waarvan het kapitaal van gelijk bedrag moet zijn als het dubbel van zijne aanvangsjaarwedde.

De aansluiting bij de maatschappij van onderlingen bijstand is niet verplicht voor de wachters die vòòr het in werking treden van deze wet werden benoemd en reeds soortgelijke voordeelen mochten genieten.

De vorige bepalingen blijven toepasselijk op de veldbrigadiers.

Echter zijn de gemeenten, welke veldwachters tot brigadiers worden benoemd, ontlast van elke bijdrage tot het vestigen van hun pensioen; de last, haar uit dien hoofde opgelegd, wordt verdeeld onder al de gemeenten der brigade, overeenkomstig artikel 132 der gemeentewet.

De veldbrigadiers mogen het bedrag van hunne stortingen in de Lijfrentekas verhoogen. In dit geval zal het beloop van de bijdrage der gemeenten van de brigade, in gelijke verhouding worden verhoogd door de Bestendige Deputatie; deze verhooging mag echter niet de helft overtreffen van de storting die vroeger was opgelegd aan de gemeenten waar zij hunne bediening van veldwachters uitoefenden.

Art. 59^{bis}. — De kosten wegens aankoop en vernieuwing van bewapening, uitrusting en kleding, worden in elke provincie betaald uit een gemeen

vince, sur un fonds commun géré par la Députation permanente et alimenté par les communes dans la proportion fixée par la Députation permanente conformément à l'article 132 de la loi communale.

ART. 3.

Les articles 54 et 72 du Code rural sont abrogés.

ART. 4.

Les articles 125, 124, 123, 123^{bis} et 129 de la loi communale sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 123. — Les commissaires de police sont nommés et révoqués par le Roi.

La nomination de ces magistrats a lieu sur une liste de deux candidats présentés par le conseil communal, auxquels le bourgmestre peut en ajouter un troisième.

Le bourgmestre, sous l'approbation du gouverneur, peut les suspendre de leurs fonctions pendant un temps qui ne pourra excéder un mois. Le gouverneur aura le même droit de suspension, à la charge d'en informer, dans les vingt-quatre heures, les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.

La suspension, qu'elle soit décrétée par le bourgmestre ou par le gouverneur, fait cesser, pendant sa durée, toutes les fonctions du commissaire de police.

Art. 124. — Si le conseil communal refuse ou s'il reste en défaut de présenter la liste des candidats pendant trente jours à partir de celui de la réception, constatée par la correspondance, d'une invitation faite par le gouverneur, la députation permanente forme une liste de deux candidats auxquels le procureur général peut en ajouter un troisième.

fonds dat wordt beheerd door de Bestendige Deputatie en in stand wordt gehouden door de gemeenten naar de verhouding bepaald door de Bestendige Deputatie, overeenkomstig artikel 132 der gemeentewet.

ART. 3.

De artikelen 54 en 72 van het Landelijk Wetboek worden afgeschaft.

ART. 4.

De artikelen 125, 124, 123, 123^{bis} en 129 worden vervangen door de navolgende bepalingen :

Art. 123. — De commissarissen van politie worden door den Koning benoemd en afgezet.

Deze magistraten worden benoemd op eene door den gemeenteraad voorgedragen lijst van twee kandidaten; de burgemeester kan er een derden candidaat bijvoegen.

De burgemeester kan, met goedkeuring van den gouverneur, ze in hunne bediening schorsen voor een tijd die niet eene maand mag te boven gaan. Aan den gouverneur wordt hetzelfde recht tot schorsing toegekend, mits hij binnen vier en twintig uren daarvan kennis geeft aan de Ministers van Justitie en van Binnenlandsche Zaken.

De schorsing, uitgesproken hetzij door den burgemeester, hetzij door den gouverneur, heeft ten gevolge dat al de ambtsbevoegdheden van den politie-commissaris vervallen zoolang de schorsing duurt.

Art. 124. — Indien de gemeenteraad weigert of indien hij nalaat de kandidatenlijst voor te dragen binnen dertig dagen na de ontvangst, door de briefwisseling vastgesteld, van eene uitnodiging door den gouverneur gedaan, dan maakt de Bestendige Deputatie eene lijst op van twee kandidaten waarbij de procureur-generaal een derden candidaat voegen mag.

Si, parmi les candidats présentés par le conseil communal, il s'en trouve un ou plusieurs qui n'offrent pas de garanties suffisantes, le gouverneur pourra inviter le conseil communal à les remplacer sur la liste dans la quinzaine. A défaut d'y satisfaire, ou si les nouveaux candidats n'offrent pas des garanties suffisantes, la députation permanente et le procureur général près la Cour d'appel présenteront respectivement un candidat.

Art. 125. — Les places de commissaires de police actuellement existantes ne peuvent être supprimées qu'avec l'autorisation du Roi.

Il ne peut en être créé de nouvelles que par une loi, ou par le Roi, du consentement du conseil communal. Toutefois, dans les communes où il n'existe pas de commissaire de police et dont la population au dernier recensement décennal atteint 5,000 habitants, le Roi peut créer d'office une place de commissaire de police.

Il peut être nommé par le conseil communal, sous l'approbation du gouverneur de la province, des adjoints aux commissaires de police; ces adjoints sont en même temps officiers de police judiciaire et exercent, en cette qualité, sous l'autorité des commissaires de police, les fonctions que ceux-ci leur ont déléguées. Le conseil communal peut supprimer les fonctions d'adjoint lorsqu'il ne les juge plus nécessaires. En cas de réclamation du titulaire de l'emploi de commissaire adjoint contre la suppression de cet emploi ou la réduction du traitement y attaché, la délibération du conseil communal sera soumise au contrôle du gouverneur, qui ne pourra l'improver que si les mesures qu'elle décide tendent manifestement à une révocation déguisée.

Komen er onder de kandidaten, door den gemeenteraad voorgedragen, een of meer voor die geene voldoende waarborgen opleveren, dan kan de gouverneur den gemeenteraad verzoeken ze binnen veertien dagen op de lijst te vervangen. Wordt hieraan geen gevolg gegeven, of leveren de nieuwe kandidaten geene voldoende waarborgen op, dan dragen de Bestendige Deputatie en de procureur-generaal bij het Hof van beroep elk een candidaat voor.

Art. 125. — De heden bestaande plaatsen van Commissarissen van politie kunnen slechts met machtiging van den Koning worden afgeschaft.

Geen nieuwe plaatsen kunnen tot stand worden gebracht tenzij door eene wet of door den Koning, met toestemming van den gemeenteraad. Echter kan, in de gemeenten waar geen Commissaris van politie bestaat en de bevolking, bij de jongste tienjaarlijksche volkstelling, 5,000 inwoners bereikt, de Koning ambtshalve eene plaats van Commissaris van politie instellen.

Met goedkeuring van den gouverneur der provincie, kan de gemeenteraad adjunct-commissarissen van politie benoemen; deze adjuncten zijn terzelfder tijd ambtenaren van gerechtelijke politie en als zoodanig staan zij onder het gezag der politiecommissarissen, belast met de ambtsbevoegdheden die hun door dezen werden opgedragen. De gemeenteraad mag de bedieningen van adjunct afschaffen, wanneer hij ze niet meer noodzakelijk acht. Wordt door den titularis der bediening van adjunct-commissaris bezwaar ingebracht tegen de afschaffing van deze bediening of tegen de vermindering van de daaraan toegekende wedde, dan wordt de beraadslaging van den gemeenteraad onderworpen aan den gouverneur, die zijne goedkeuring daaraan dan alleen mag onthouden, wanneer de daarin genomen maatregelen klaarblijkelijk strekken tot eene bedekte afzetting.

Le conseil communal peut, sous l'approbation du gouverneur, suspendre pour un terme qui n'excédera pas un mois et révoquer les adjoints au commissaire de police. Le bourgmestre peut également les suspendre pour un terme d'un mois au plus sous la même approbation.

Il peut suspendre également, pendant le même temps, les autres agents de la police locale.

Art. 125*bis*. — Les commissaires de police ne peuvent être suspendus par le gouverneur ou le bourgmestre, les commissaires adjoints ne peuvent être révoqués par le conseil ni suspendus par celui-ci ou par le bourgmestre, à raison de leurs fonctions judiciaires, que sur la proposition du procureur général près la Cour d'appel.

Art. 129. — Les gardes champêtres sont nommés par le gouverneur, le procureur du roi préalablement entendu, sur une liste de deux candidats présentés par le conseil communal auxquels le bourgmestre peut en ajouter un troisième.

Lorsque, parmi les candidats présentés, il s'en trouve un ou plusieurs qui n'offrent pas de garanties suffisantes, le gouverneur invite le conseil communal à les remplacer sur la liste dans la quinzaine. Si le conseil ne satisfait pas à cette invitation ou si les nouveaux candidats qu'il présente n'offrent pas de garanties, le gouverneur peut décider, de l'avis conforme du procureur général, qu'il y a lieu de procéder à une nomination d'office. Dans ce cas, il désigne le titulaire, la députation permanente et le procureur du roi entendus.

Le gouverneur peut suspendre ou révoquer les gardes champêtres, soit d'office, soit sur la proposition du bourgmestre. Dans tous les cas, s'il s'agit de révocation, le conseil communal est préalablement entendu.

De gemeenteraad kan, met goedkeuring van den gouverneur, de adjunct-commissarissen van politie schorsen voor een termijn van ten hoogste ééne maand en ze afzetten. De burgemeester kan ze insgelijks, met dezelfde goedkeuring, schorsen voor een termijn van ten hoogste ééne maand.

Hij kan insgelijks, voor hetzelfde tijdsbestek, de andere dienaren van de plaatselijke politie schorsen.

Art. 125*bis*. — De politiecommissarissen kunnen niet worden geschorst door den gouverneur of door den burgemeester; de adjunct-commissarissen kunnen niet worden afgezet door den raad noch geschorst door dezen of door den burgemeester, om reden van hunne gerechtelijke ambtsverrichtingen, tenzij op voorstel van den procureur-generaal bij het Hof van beroep.

Art. 129. — De veldwachters worden benoemd door den gouverneur, den procureur des Konings vooraf gehoord, op eene door den gemeenteraad voorgedragen lijst van twee kandidaten, waarbij de burgemeester een derden candidaat mag voegen.

Komen er, onder de voorgedragen kandidaten, één of meer voor die geen voldoende waarborgen opleveren, dan verzoekt de gouverneur den gemeenteraad ze binnen veertien dagen op de lijst te vervangen. Wordt door den Raad aan dit verzoek geen gevolg gegeven of leveren de voorgedragen nieuwe kandidaten geen waarborgen op, dan kan de gouverneur, op eensluidend advies van den procureur-generaal, beslissen dat tot eene benoeming ambtshalve dient te worden overgegaan. In dit geval wijst hij den titularis aan, de Bestendige Deputatie en den procureur des Konings gehoord.

De gouverneur kan de veldwachters schorsen of afzetten, hetzij ambtshalve, hetzij op voorstel van den burgemeester. In elk geval, indien het eene afzetting geldt, wordt de gemeenteraad vooraf gehoord,

Le bourgmestre, sous l'approbation du gouverneur, peut les suspendre pendant un temps qui n'excédera pas un mois.

Le bourgmestre ne peut suspendre les gardes champêtres, le gouverneur ne peut les suspendre ou les révoquer à raison de leurs fonctions judiciaires, que sur la proposition du procureur général près la cour d'appel.

ART. 5.

La disposition suivante formera l'article 129bis de la loi communale en remplacement de l'article 54 du Code rural :

Art. 129bis. — A défaut par le conseil communal, dûment convoqué à cet effet, de présenter la liste des candidats aux fonctions de garde champêtre, dans les trente jours, la nomination pourra être faite par le gouverneur, la députation permanente et le procureur du roi entendus.

ART. 6.

Nos Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, de la Justice et de la Guerre sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 9 décembre 1907.

Met goedkeuring van den gouverneur, kan de burgemeester hen schorsen voor den tijd van ten hoogste ééne maand.

De burgemeester kan de veldwachters niet schorsen, de gouverneur mag hen niet schorsen of afzetten uit hoofde van hunne gerechtelijke ambtsverrichtingen, tenzij op voorstel van den procureur-generaal bij het Hof van beroep.

ART. 5.

De navolgende bepaling wordt opgenomen in de gemeentewet als artikel 129bis ter vervanging van artikel 54 van het Landelijk wetboek :

Art. 129bis. — Indien de gemeenteraad, daartoe behoorlijk bijeengeroepen, nalaat de lijst der kandidaten voor het ambt van veldwachter binnen dertig dagen voor te dragen, kan de benoeming worden gedaan door den gouverneur, de Bestendige Deputatie en den procureur des Konings gehoord.

ART. 6.

Onze Ministers van Landbouw, van Justitie en van Oorlog zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Laken, den 9^e December 1907.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture ad interim.

Van 's Konings wege :

De Minister van Landbouw ad interim.

J. HELLEPUTTE.

Le Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

J. DE TROOZ.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

J. RENKIN.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.